



**AgEcon** SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Les disparités de revenus agricoles

Mr Lucien Bourgeois

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Bourgeois Lucien. Les disparités de revenus agricoles. In: Économie rurale. N°220-221, 1994. Les revenus agricoles. Session de printemps 1993, 13 et 14 mai, au IAM de Montpellier, organisée par Jean-Pierre Butault, Bernard Delord et Patrick Rio, chercheurs au Département Economie et Sociologie Rurales de l'INRA. pp. 27-33;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1994.4601>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1994\\_num\\_220\\_1\\_4601](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1994_num_220_1_4601)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## Résumé

En niveau, le revenu agricole est très proche de la moyenne française. De plus, les agriculteurs possèdent un capital net d'endettement nettement plus important que la moyenne. En revanche, ils ont une retraite nettement inférieure. Il ne semble donc pas y avoir d'iniquité globale entre les agriculteurs et les autres. Mais, peut-on parler de moyenne dans l'agriculture vu la diversité des situations que l'on observe. Tous les indicateurs disponibles de disparité montrent un accroissement récent des écarts à rapprocher de l'accélération de la restructuration des exploitations. Si une partie des agriculteurs semble disposer de revenus comparables à ceux des autres groupes sociaux, une autre partie dégage des revenus plus bas que la moyenne et proches des seuils de subsistance. Cela conduit actuellement à des abandons plus fréquents que par le passé en cours de vie active.

## Abstract

### *Agricultural income disparities*

On a global basis, the average agricultural income is very close to the national average. Moreover, the percentage of net capital free of debts owned by farmers is significantly higher than the average. But agricultural retirement pensions are definitely lower. At first sight hereafter, there doesn't seem to be much income inequality between farmers and other groups of population. Nevertheless, nowhere has the meaning of an average rate been so critical in relation to the extreme diversity of agricultural situations. In a context of accelerating land restructuring all the available indicators account for an increase in the disparities among. As a result, a significant part of the agricultural population earns levels of incomes lower than the average and close to the subsistence-level Hence, departures from the land and giving up farming have been move frequent than ever in the past.

## LES DISPARITES DE REVENUS AGRICOLES

Lucien BOURGEOIS Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture

Ce texte n'engage que l'auteur et non l'institution pour laquelle il travaille.

Remerciements à Thierry Pouch pour sa relecture attentive, à Françoise Héron pour ses graphiques, à Jocelyne Saugeron pour sa mise en page et à Nelly Nogli pour la bibliographie.

### Résumé :

En niveau, le revenu agricole est très proche de la moyenne française. De plus, les agriculteurs possèdent un capital net d'endettement nettement plus important que la moyenne. En revanche, ils ont une retraite nettement inférieure. Il ne semble donc pas y avoir d'iniquité globale entre les agriculteurs et les autres. Mais, peut-on parler de moyenne dans l'agriculture vu la diversité des situations que l'on observe. Tous les indicateurs disponibles de disparité montrent un accroissement récent des écarts à rapprocher de l'accélération de la restructuration des exploitations. Si une partie des agriculteurs semble disposer de revenus comparables à ceux des autres groupes sociaux, une autre partie dégage des revenus plus bas que la moyenne et proches des seuils de subsistance. Cela conduit actuellement à des abandons plus fréquents que par le passé en cours de vie active.

### AGRICULTURAL INCOME DISPARITIES

#### Summary :

*On a global basis, the average agricultural income is very close to the national average. Moreover, the percentage of net capital free of debts owned by farmers is significantly higher than the average. But agricultural retirement pensions are definitely lower. At first sight hereafter, there doesn't seem to be much income inequality between farmers and other groups of population. Nevertheless, nowhere has the meaning of an average rate been so critical in relation to the extreme diversity of agricultural situations. In a context of accelerating land restructuring all the available indicators account for an increase in the disparities among. As a result, a significant part of the agricultural population earns levels of incomes lower than the average and close to the subsistence-level. Hence, departures from the land and giving up farming have been move frequent than ever in the past.*

En agriculture, la notion de revenu est encore plus imprécise que pour les autres catégories sociales car il y a plus qu'ailleurs interpénétration entre famille et entreprise. Qui plus est, à cause de la saisonnalité d'un grand nombre de productions, le revenu agricole subit de grandes variations au cours d'une même année.

Les comparaisons entre revenu agricole et revenu des autres catégories sociales ne sont pas faciles car la plus grande part des revenus agricoles sont des revenus d'entreprises. Comme pour les autres petites entreprises, les revenus sont mal connus. Les comparaisons entre agriculteurs ne sont pas faciles car la plus grande partie des agriculteurs ne tient pas de comptabilité et n'est pas soumise au régime fiscal des bénéficiaires réels.

Néanmoins, les disparités entre revenus agricoles et autres revenus ont été étudiées dans le passé car aussi bien le Traité de Rome que la loi d'orienta-

tion agricole de 1960 prennent pour objectif d'assurer la parité des revenus entre le secteur agricole et les autres secteurs (Allain, 1987).

Au niveau communautaire, cet objectif avait été repris dans l'article 39 du Traité instituant la Communauté économique européenne.

Par ailleurs, l'article 1 de la loi d'orientation agricole de 1960 est très clair : "La loi a pour but, dans le cadre de la politique économique et sociale, d'établir la parité entre l'agriculture et les autres activités économiques".

L'article 6 prévoit un rapport sur l'agriculture que le gouvernement devrait soumettre annuellement à l'examen du Parlement. Ce rapport devrait :

\* comparer l'évolution, dans le revenu national, du revenu agricole et des autres revenus professionnels,

\* examiner dans quelle mesure

- a) la main-d'oeuvre familiale et non familiale a reçu une rémunération du travail correspondant à celle qu'elle aurait pu obtenir dans les autres activités susceptibles de l'employer ;
- b) le travail de direction a été rémunéré ;
- c) un intérêt convenable a pu être assuré aux capitaux foncier et d'exploitation ;
- d) les prix à la production ont permis l'autofinancement prévu par le plan.

Pour la politique agricole française et communautaire, la question de la parité entre revenus agricoles et ceux des autres catégories sociales a donc une grande importance. En revanche, les disparités à l'intérieur du secteur agricole lui-même ne sont pas considérées avec autant d'intérêt.

### Qui est agriculteur en France ?

Autre précision liminaire. Etudier les revenus agricoles et leurs disparités suppose de savoir avec précision qui obtient ces revenus, pour quelle quantité de travail, avec quel niveau de technicité ? Or, la population agricole est à la fois une des mieux connues sur le plan statistique mais en même temps une des plus hétérogènes du point de vue économique. Les comparaisons à l'intérieur du secteur et avec les autres secteurs sont rendues difficiles du fait de cette hétérogénéité.

Dans un travail que l'APCA a mené à l'occasion du dernier recensement agricole avec le SCEES (Chauvelier, 1990), il apparaissait que l'activité agricole s'était fortement concentrée. D'un côté, les 180 000 plus grandes exploitations imposées au bénéfice réel se partageaient environ la moitié de la Marge Brute Standard (MBS) totale de l'agriculture. De l'autre, les 200 000 plus petites exploitations se partageaient 1% de la MBS totale ! Qu'y a-t-il de commun entre un agriculteur qui a une exploitation avec un chiffre d'affaires de plusieurs millions de francs et des agriculteurs qui réalisent moins de 50 000 F par an de ventes annuelles ?

### Peut-on utiliser des moyennes quand la dispersion n'obéit pas à une loi normale ?

Le nombre des exploitations agricoles a beaucoup diminué en France. Malgré cela il reste encore très important et la tentation est alors grande d'utiliser les moyennes pour caractériser les principales évolutions. Pour les caractéristiques techniques, ces moyennes ont un sens car les écarts à la moyenne restent dans des limites acceptables, mais pour les résultats économiques il n'en est pas de même. Il y a souvent plus d'écarts à l'intérieur d'une même catégorie (OTEX ou département) qu'entre les catégories (Butault et alii, 1986). Comment, dans ces conditions, faire une interprétation pertinente des résultats ?

On dispose d'un grand nombre d'éléments disparates pour faire des comparaisons entre les revenus agricoles et les autres catégories de revenus. Les comparaisons restent très difficiles car les revenus agricoles, au même titre que les

revenus des autres petites entreprises, sont relativement mal connus dans leur diversité. On est capable de suivre des moyennes mais on reste très démuni pour aborder la réalité individuelle qui se cache derrière ces moyennes.

De la même manière au sein du secteur agricole, la répartition des revenus agricoles loin de se resserrer autour d'une valeur moyenne a tendance à s'en écarter de plus en plus. L'étude de l'INRA sur le RICA (Barkaoui et alii, 1991) fait clairement apparaître que la dispersion s'accroît entre 1980 et 1989 "le poids des exploitations à revenu faible ou au contraire élevé se renforçant". Cela est dû en partie à la progression des exploitations à résultat courant négatif. Or, plus la dispersion s'accroît, moins la moyenne n'a de signification.

### DISPARITES ENTRE REVENUS AGRICOLES ET AUTRES REVENUS

Pour aborder le problème des disparités, deux approches sont possibles. Une approche économique concernant les revenus de l'activité agricole et une approche sociologique concernant les revenus des ménages. Nous aborderons successivement ces deux types d'approches.

### Les revenus agricoles ont pris beaucoup de retard entre 1973 et 1980

Pour ce type de comparaison, les indicateurs disponibles sont surtout des indicateurs macro-économiques et leur fiabilité est meilleure en évolution qu'en niveau. L'INSEE calcule, dans le cadre de la comptabilité nationale, le revenu moyen par exploitation en valeur réelle. La comparaison avec les salaires n'est pas très pertinente car, si une partie du revenu agricole sert à assurer les besoins du ménage, une autre partie doit permettre le financement de nouveaux investissements pour assurer la pérennité de l'entreprise.



Le revenu agricole est donc à la fois un revenu du ménage et un revenu du capital. La comparaison la plus pertinente est la comparaison avec le revenu des autres entreprises individuelles, mais il ne s'agit que d'une petite partie de la population française. Aussi, peut-on faire la comparaison avec le revenu disponible par Français. On s'aperçoit alors que le revenu des agriculteurs a pris un retard considérable entre 1973 et 1980 parce qu'il a baissé mais aussi parce que malgré la crise, les salaires avaient continué d'augmenter rapidement à

cette époque. Dans la décennie 80 et surtout après le changement de politique économique de 1983 entraînant une moindre progression des revenus du travail, on constate une plus grande convergence entre revenu agricole et revenu des Français.

Est-ce à dire que les agriculteurs ont été perdants dans la période d'inflation et qu'ils ont été moins pénalisés ensuite ? La réponse à cette question dépend bien évidemment du type d'agriculteurs dont on parle. Ceux qui ont emprunté pour investir ont été avantagés par une inflation qui leur permettait d'obtenir des compléments de revenu grâce à un taux d'intérêt réel négatif.

#### Revenu net agricole et revenu par habitant

Illustration non autorisée à la diffusion

INSEE Chambres d'Agriculture - APCA-Etudes Economiques

#### Les revenus agricoles plus faibles que ceux des autres entrepreneurs

Le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) effectue des comparaisons intéressantes en niveau avec les autres entreprises individuelles ; mais elles ne sont pas publiées chaque année : les

dernières portent sur l'année 1989. Les agriculteurs ont un revenu moyen ramené à l'entrepreneur individuel nettement inférieur à ceux des autres secteurs. Encore faut-il être prudent dans l'interprétation du fait du nombre de micro-entreprises agricoles qui n'ont qu'une importance marginale dans le revenu des personnes concernées.

#### Les ménages d'agriculteurs en position intermédiaire

L'INSEE s'est livrée, par ailleurs, à une comparaison sur le revenu des ménages. On y apprend avec surprise que le revenu des agriculteurs est dans une position supérieure à la moyenne avant les professions intermédiaires, les ouvriers et les employés. Mais, ce revenu est calculé en comprenant les amortissements. Il est préférable de prendre plutôt comme indicateur le revenu net. Pour les agriculteurs, la différence est deux fois plus importante que pour les autres entrepreneurs, 20% contre 10%. Le revenu net des ménages d'agriculteurs se retrouve alors au même niveau que les professions intermédiaires (172 000 F en 1989).

#### Les agriculteurs ont un patrimoine professionnel important mais des retraites faibles

On peut aussi faire des comparaisons avec les autres groupes sociaux sur le patrimoine et les retraites. Les ménages d'agriculteurs possèdent un patrimoine beaucoup plus important que la plupart des autres catégories sociales en raison de l'importance du capital d'exploitation (plus d'un million de F. par ménage).

#### Patrimoine net des ménages par catégories

Illustration non autorisée à la diffusion

Le patrimoine brut moyen avec plus de 2 millions de F. dépasse de peu la moyenne des artisans et commerçants (1,9 million de F.) et de très loin celui des cadres supérieurs (1,4 million de F.).

Il ne faudrait pas oublier cependant qu'une partie du patrimoine peut être grevée de dettes. Si l'on retire l'endettement, le classement est peu modifié. Les agriculteurs arrivent à égalité avec les artisans

commerçants, leur patrimoine net moyen s'élevant à plus de 1,6 million de F..

En revanche, ils ont des retraites très inférieures à la moyenne, en particulier parce que jusqu'en 1989, les agriculteurs qui prenaient leur retraite n'avaient pas le nombre d'années requises pour bénéficier de la retraite à taux plein. Un exploitant agricole ne touchait en 1991 que 1 883 F par mois quand la moyenne des retraités touchait 6 562 F..

Illustration non autorisée à la diffusion

Sources : Chambres d'Agriculture - APCA

### **LES DISPARITES DES REVENUS AGRICOLES AU SEIN DU SECTEUR AGRICOLE**

Il est très difficile de faire des comparaisons au sein même du secteur agricole. Tous les observateurs sont frappés en effet de l'extrême hétérogénéité des résultats économiques. On a tendance à en conclure que les inégalités seraient plus importantes dans le secteur agricole que dans les autres. Ces inégalités apparentes tiennent en grande partie à la définition de l'exploitation agricole qui comprend des PME et des grands jardins familiaux. L'hétérogénéité du commerce serait au moins aussi grande que celle de l'agriculture si l'on mettait dans la même catégorie les patrons de supermarchés et les vendeurs de muguet du 1er mai !

Les comparaisons internes sont fonction des indicateurs disponibles. Ceux qui sont le plus souvent utilisés pour faire apparaître les différences sont les résultats par OTEX et les résultats par départements.

#### **Forte amélioration de la situation des viticulteurs depuis 1980**

Dans les dernières années, le changement le plus important, dans la hiérarchie des revenus par orientations technico-économiques, concerne la viticulture. Le revenu des viticulteurs qui produisent des AOC était un peu supérieur à la moyenne française au début des années 80, il est deux fois supérieur à la moyenne au début des années 90. Même le revenu des autres viticulteurs s'est notablement amélioré puisqu'il était inférieur à la moyenne en début de période et qu'il dépasse cette moyenne de 50% aujourd'hui. L'autre

changement caractéristique de cette période concerne les grandes cultures, le revenu agricole moyen s'est fortement dégradé et les exploitants concernés ont désormais un revenu proche de la moyenne alors qu'il était nettement supérieur avant. Les revenus des exploitations hors sol se sont sensiblement dégradés en 10 ans mais ils restent à un niveau deux fois supérieur à la moyenne.

L'évolution du revenu des éleveurs est restée stable pendant cette période mais à un niveau qui reste globalement très inférieur au niveau moyen sauf pour les orientations mixtes polyculture élevage.

Avant la réforme de la PAC, les évolutions sont claires. Les producteurs de vins AOC ont nettement amélioré leur position bien qu'ils bénéficient peu du soutien communautaire. Leurs produits correspondent bien à la demande du marché mais leur organisation est aussi très administrée.

Autre phénomène intéressant à noter, le revenu des exploitations à temps partiel est estimé aujourd'hui à 8% du revenu des exploitations à temps complet. Cela fait baisser considérablement la moyenne de l'ensemble des exploitations qui est de 66%. Autrement dit, on estime que le revenu des exploitations à temps complet est de 50% supérieur à la moyenne globale du revenu par exploitation.

#### **Les disparités géographiques s'accroissent**

Les disparités peuvent être examinées aussi grâce aux comptes départementaux et régionaux établis par le SCEES.

Premier phénomène caractéristique, les disparités s'accroissent. Les deux régions qui étaient en queue

de peloton dans le début des années 80 voient leur position se détériorer encore actuellement. Le revenu agricole par exploitation du Limousin n'est que de 40% du niveau national moyen. En revanche, la région Champagne-Ardenne accentue son avance en 10 ans. Elle a désormais un niveau de revenu six fois supérieur à celui du Limousin. L'écart maximum est presque de 1 à 10 entre le revenu moyen dans la Creuse et le revenu dans la Marne.

D'une façon générale, le revenu moyen départemental est élevé dans le Bassin Parisien ainsi que dans la plupart des départements viticoles. Il est au plus bas dans le Massif Central et dans les régions de montagne.

### **Les revenus agricoles français au-dessus de la moyenne européenne**

Autre façon d'appréhender les disparités, les comparaisons par rapport aux autres agriculteurs européens. Les comparaisons en niveau sont assez délicates car la façon de comptabiliser les UTA ou les exploitations est très différente selon les pays. En Grèce, une exploitation peut faire 10 ares, au Danemark ou au Royaume-Uni elle n'est pas comptabilisée si elle ne couvre pas 5 ha.

En niveau, les écarts sont importants. La hiérarchie va presque de 1 à 8 entre le Portugal et la Belgique. Elle était encore plus importante l'année dernière avant que les Pays-Bas ne révisent leurs comptes. Ils arrivaient nettement en tête de la Communauté Européenne avec un niveau 2,5 fois supérieur à la moyenne. Après révision de leurs comptes, leur niveau ne serait plus que de 1,5 fois le niveau moyen. Cette anecdote récente montre que la fiabilité des statistiques européennes est encore loin d'être parfaite si l'on peut faire des révisions de 40% en quelques mois !

D'une façon générale cependant, il apparaît clairement que la France fait partie avec le Royaume-Uni, la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark, des pays où le revenu agricole est plus élevé que la moyenne européenne. L'Allemagne est au niveau moyen à cause de la faible dimension des structures d'exploitation. Les pays méditerranéens sont en dessous de la moyenne avec une mention particulière pour le Portugal où le revenu est trois fois inférieur à la moyenne.

### **Les disparités s'accroissent dans les résultats observés dans le Réseau Comptable Agricole (RICA)**

C'est bien évidemment avec le RICA (Réseau d'Information Comptable Agricole) que l'on peut le mieux observer les disparités internes à l'agriculture. Mais les catégories qui sont privilégiées sont les mêmes que pour les observations macro-économiques. Ce sont en général les OTEX. Il n'y a pas de divergence importante dans les résultats observés entre les deux méthodes.

Un excellent travail a été fait par une équipe de l'INRA sur la dispersion du revenu et les facteurs d'explication. D'après cette étude, la moitié des exploitations représentées dans le RICA (588 000 en 1989) se partagent 19% du revenu global. A l'inverse, la moitié de ce revenu revient à 17% des exploitations en 1989 (Barkaoui et alii, 1991). Les auteurs de l'étude observent que la concentration s'est renforcée entre 1980 et 1989 puisque la moitié du revenu global était, en 1980, à cette époque, le fait de 21% des exploitations. En nombre absolu, la différence est encore plus impressionnante, 100 000 agriculteurs se partagent aujourd'hui la moitié du revenu agricole contre 158 000 en 1980.

### **Certains types d'exploitations ont des résultats économiques impressionnants, d'autres vont devoir cesser leur activité**

Un sondage très rapide que nous avons réalisé en 1990 avec le SCEES sur les résultats 1988 du RICA nous a montré des éléments intéressants. Il y apparaissait des évidences qu'il n'est pas inutile de rappeler sur le problème de l'endettement des exploitations. L'endettement des exploitations conduites par des agriculteurs de moins de 35 ans était nettement supérieur à l'endettement moyen, ce dernier étant lui-même supérieur à l'endettement des exploitations conduites par des plus de 60 ans.

### **Prélèvements privés par types d'exploitation**

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : RICA -SCEES

### **Résultat courant avant impôt par type d'exploitation**

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : RICA -SCEES

- (1) Résultat du quart des exploitations qui ont le plus faible excédent brut d'exploitation de la catégorie concernée.
- (2) Résultat du quart des exploitations qui ont le plus fort excédent brut d'exploitation de la catégorie concernée.

Autre banalité sur laquelle il convient de s'appesantir : l'endettement des exploitations de moins de 35 ans était certes important (50% du capital) mais il était strictement égal à celui des exploitations les mieux structurées en France. Sauf à penser que toutes les grandes exploitations françaises étaient, cette année là, au bord de la faillite, cela veut simplement dire que l'endettement peut être aussi un signe de bonne santé économique dans certains cas.

A partir de la même étude, on s'aperçoit que la dispersion des revenus est très importante entre ces catégories. Mais elle est aussi très importante au sein d'une même catégorie. Un quart des chefs d'exploitation de moins de 35 ans dégagait un résultat courant avant impôt de 247 000 F en 1988 et pouvait faire des prélèvements privés de 169 000 F. Ils avaient certes 742 000 F de dettes mais ils avaient déjà 745 000 F de capitaux propres. En revanche, un autre quart ne pouvait prélever que 39 000 F et leur situation nette de capitaux n'était que de 258 000 F.

Pour l'ensemble des catégories d'exploitations, les écarts entre les résultats des 25% les moins performants et ceux des 25% les plus performants sont considérables.

**En 1984, 190 000 agriculteurs quasi exclusifs n'avaient que 34 500 F de revenu annuel**

L'INSEE a fait une étude sur les revenus fiscaux de 1984. Sur 1 050 000 foyers fiscaux cette année là, 580 000 seulement obtenaient la quasi-totalité de leur revenu par l'activité agricole. 340 000 pluriactifs ne tiraient de l'agriculture que 25% de leurs revenus et 130 000 retraités n'en tiraient que 27%.

Ceci étant, la disparité est importante au sein de chacune de ces catégories. Pour les agriculteurs quasi exclusifs, la situation des 210 000 "grandes" exploitations (plus de 50 000 F de forfait ou bénéfice réel) paraît saine avec 146 500 F du revenu total par an. En revanche, pour les 180 000 agriculteurs sur "moyennes" exploitations (de 25 à 50 000 F de forfait), la situation est nettement moins enviable car le revenu total n'est que de 74 500 F. Quant aux 190 000 "petites" exploitations (moins de 25 000 F de forfait), une partie des agriculteurs concernés relèvent du RMI (34 500 F de revenu annuel).

La situation de ces deux dernières catégories d'agriculteurs est beaucoup moins intéressante sur le plan du revenu que celle des pluriactifs et même des retraités. Si les résultats de cette étude sont fiables, cela prouverait qu'on assiste, au sein des agriculteurs quasi exclusifs, à un phénomène d'exclusion sociale de grande ampleur assimilable à ce qui se passe dans les autres secteurs avec le développement du chômage. Un tiers des exploitants agricoles qui n'ont pas d'autres ressources que l'agriculture auraient un niveau de revenu que l'on peut qualifier de niveau de subsistance.

Signalons enfin que pour 185 000 pluriactifs, le revenu agricole annuel ne dépasse pas 10 000 F par an et ne constitue donc qu'un élément marginal du revenu (13ème mois !).

L'importance numérique de cette population d'agriculteurs progressivement marginalisée au niveau économique expliquerait probablement la rapidité de la restructuration depuis quelques années. Le pourcentage de diminution du nombre des exploitations varie entre 3,5 et 4% par an. A ce rythme, cela représente 100 000 agriculteurs de moins tous les trois ans !

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : RICA - Les agriculteurs (INSEE)

On constate aussi une grande dispersion dans la répartition du capital d'exploitation. 200 000 agriculteurs ont un capital par exploitation de plus de 1 500 000 F. Ils détiennent la moitié du capital total de l'agriculture.

## **CONCLUSION : LES DISPARITES SONT-ELLES UNE FATALITE ?**

Il ne semble plus y avoir de divergence d'évolution entre revenus agricoles et revenus des autres catégories socio-professionnelles depuis 1980. Mais les disparités de revenus entre agriculteurs semblent s'accroître.

Les disparités de revenus ne sont qu'un des aspects de l'ensemble. Il importera de prendre en compte aussi les disparités de patrimoine tant il est vrai que dans toute entreprise on ne peut étudier le compte d'exploitation sans étudier le bilan. Mais il ne faut pas oublier de nombreuses autres disparités qui deviendront vite facteurs d'exclusion sociale.

Les exploitants agricoles qui ont la chance aujourd'hui de disposer de quotas ou de quasi-quotas (lait, betteraves mais aussi vins) ont une sécurité enviable.

Ceux qui sont proches des villes ont des avantages certains par rapport à ceux qui sont dans ce qu'on appelle le rural profond.

Ceux qui ont pu hériter d'une exploitation bien structurée sont avantagés par rapport à ceux qui doivent s'endetter pour racheter un capital d'exploitation de plus en plus important dans une période de taux d'intérêt élevés.

Bien d'autres facteurs de disparités existent. Pourra-t-on trouver les modalités d'une politique agricole volontariste pour éviter que la restructuration ne soit pas dictée par les seules lois du marché qui ont à maintes reprises dans l'histoire de l'agriculture montré leur inefficacité en ce domaine ?

Les disparités sont utiles pour faciliter les restructurations et augmenter l'efficacité. Elles sont nuisibles quand elles menacent la cohésion sociale. Tout le problème est de savoir où placer la limite.

## BIBLIOGRAPHIE

ALLAIN Joël (1970) - Les mesures des revenus agricoles : dynamique, limites et perspectives. Colloque les agriculteurs et la politique depuis 1970 ; 1er et 2 décembre 1987.

BARKAOUI Ahmed, BUTAULT Jean-Pierre ROUSSELLE Jean-Marc (1991) - 80% de la dispersion des revenus expliqués par les facteurs structurels. Cahiers n° 8 - décembre. *Agreste Analyses et études*. SCEES - Ministère de l'Agriculture

INSEE (1993) - *Les Agriculteurs Contours et caractères*. Chapitre 4 revenus et Chapitre 7 patrimoine.

INSEE (1993) - *Données sociales 1993 La société française* - Chapitre 7 Budgets et patrimoines

FALL - *Les revenus des ménages par catégorie socio-professionnelle*. INSEE.

MALPOT - *Que possèdent les diverses catégories sociales*. CERC.

BUTAULT Jean-Pierre, LEROUVILLOIS Philippe, ROUSSELLE Jean Marc (1986) - Les facteurs de dispersion des revenus agricoles. In *Disparités de revenu des familles d'agriculteurs et implications pour la politique agricole* - Actes du séminaire de l'AEEA - Rennes.

BUTAULT Jean-Pierre, CARLES Roland, HASSAN Daniel (1989) - Les effets combinés des coûts, des prix et de la productivité sur le revenu agricole en Europe - *Economie et statistiques*, n° 221 - Mai - INSEE.

BUTAULT Jean-Pierre, CARLES Roland, HASSAN Daniel (1989) - Les Français et leurs revenus. Le tournant des années 80 - Des réactions différentes à la crise. *Document du CERC*, n° 94 - 3ème trimestre.

BUTAULT Jean-Pierre, CARLES Roland, HASSAN Daniel (1985) - Rapport du CERC Les agriculteurs et leurs revenus n° 78 - 4ème trimestre.

CHAUVELIER Christine (1990) - Les exploitations françaises sous le signe de la diversité. *Agreste - Analyses et études* - Cahier n° 3 - septembre.